

Informations Correspondance Ouvrières

SOMMAIRE

FRANCE		
syndicats et le pouvoir		p I
chômage		p 4
cadres et syndicats		p 5
dans les entreprises		p 6
BELGIQUE		
correspondance		p II
LIAISONS		
CORRESPONDANCE		p I4
		p I5
U S A		
		p I7
VIET NAM :		
les sectes et le Viet minh		p I8
DISCUSSION		
sur le travail et l'orientation		p 2I
PUBLICATIONS ,france,japon,italie		
		p 24

LE NUMÉRO

0,60 F
(ou 2 timbres)

mensuel

NUMERO 66

DECEMBRE 1967

(suite des publications -dernière page)

Une seule rubrique analysant des problèmes politiques plus généraux (intitulée "Nous commençons à penser avec notre tête ") et dont le sujet est le conflit du Moyen Orient Il commence par la dénonciation de la confusion entretenue -de la droite à la gauche- sur ce problème , ceci suivi d'une analyse de la composition sociale d'Israël (capitalistes nationaux et internationaux , gros fonctionnaires et bureaucrates syndicaux d'un côté , de l'autre , ouvriers et paysans qualifiés hébreux d'origine européenne qui récoltent les hauts salaires , enfin pauvres qui viennent d'Afrique ou d'Asie avec les 300.000 arabes qui sont restés en Israël) - Situation des pays arabes : ensemble hétérogène les uns dirigés par les riches propriétaires terriens , les autres par des juntes militaires qui se prétendent socialistes -grande misère partout .

Dans les deux camps , la guerre profite aux exploiters , elle permet de détourner le mécontentement des masses sur une guerre sainte et sert à créer -au nom de la patrie en péril - une fausse unité où exploiters et exploités se trouvent " tous ensemble "

Puis suit une analyse du rôle des U S A et de l'U R S S , consistant à dire que l'appui porté par l'URSS aux pays arabes doit servir dans son jeu de discussion avec les USA en relation avec le problème du Viet-nam .

En conclusion " d'un côté comme de l'autre existent des travailleurs et des chômeurs qui réclament de meilleures conditions de vie : les masses des pays arabes et les couches les plus déshéritées d'Israël . La guerre , au lieu d'unir les prolétaires contre leurs ennemis véritables les a divisés et dressés les uns contre les autres chacun à la traîne de leurs propres chefs et exploiters . "

les syndicats et le pouvoir

Des mutations importantes se produisent actuellement dans les centrales syndicales à la mesure de la concentration capitaliste, de l'emprise grandissante du dirigisme vers le capitalisme d'état et des transformations corrélatives des structures sociales et politiques.

L'écho suivant paru dans le Canard Enchaîné du 29 novembre 1967 nous semble la marque de cette évolution des syndicats :

" il s'est tenu jeudi dernier avec une discrétion louable une réunion fort intéressante; une délégation de la SFIO a rencontré une délégation de Force Ouvrière. Cela ne s'était pas vu depuis des années attendu que les dirigeants de F.O. n'y tenaient pas... Côté socialiste, il y avait Guy Mollet, Cazelles, J. Moch, etc.. côté FO on remarquait Bergeron, Richard, Veillon, etc.. On est convenu de tenir une réunion commune tous les deux mois et même entre temps en cas de besoin. Des représentants de FO participeront à des groupes de travail de la SFIO, auront des contacts réguliers avec des parlementaires socialistes, plus quelques autres dispositions non moins importantes. Cette réconciliation entre la SFIO et F.O. due surtout semble-t-il, aux efforts de Guy Mollet, va beaucoup intéresser les messieurs-dames de la Fédération de la gauche. Car c'est un début. En effet, il y a aussi d'une manière aussi discrète des contacts entre la CFDT et ces représentants de la Fédération. L'idée c'est que les dirigeants syndicalistes de la CFDT participent à l'élaboration du programme de gouvernement de la Fédération et de ses alliés communistes. Il va de soi que c'est sans doute aussi celle de Mollet et de Bergeron. On aboutirait alors à deux résultats pas négligeables du tout: primo la Fédération et les syndicats en question établiraient des liens quasiment comparables (mais non institutionnels) à ceux qui existent entre le Parti Travailleiste et les Trade-Unions anglais; deusio, assistée de ces forces syndicales la Fédération de Mitterrand serait beaucoup, beaucoup plus à son aise pour causer avec le Parti communiste qui a les liens que vous savez avec la CGT."

La comparaison faite dans cet article avec le parti travailleiste et les Trade Unions anglais est particulièrement juste, à la fois comme perspective de la "gauche" française mais aussi du rôle que cette "gauche" politique et syndicale serait appelée à jouer dans le capitalisme français comme appareil bureaucratique de gestion plus adapté aux nécessités présentes dudit capitalisme. A l'image précisément de ce que font en Angleterre les travailleistes et les Trade Unions (voir ICO N° 65, novembre 67).

Mais pour réussir l'opération politique de rechange d'équipe dirigeante, il est nécessaire d'avoir "la confiance" des électeurs ouvriers, c'est-à-dire de se présenter à eux comme la seule issue aux difficultés du capitalisme. Ces difficultés ne sont pas inhérentes au gaullisme, mais à la situation propre du capitalisme et à son évolution, tant sur le plan national que sur plan européen et mondial. Seulement le gaullisme qui a représenté au moment de la guerre d'Algérie "l'union nationale" dont s'est servi le capitalisme pour opérer certaines réformes de structure, représente de moins en moins cette "union nationale" au moment même (et à cause de cela) où il se trouve, du fait des rapports économiques mondiaux contraint de prendre des mesures "impopulaires" pour la "sauvegarde" du capitalisme français. Il est bien connu qu'en cas de crise un gouvernement de "gauche" peut exiger beaucoup plus des travailleurs et ainsi opérer les transformations nécessaires pour la survie du régime: le tripartisme en 45-47, Mollet en 56, l'union nationale contre le fascisme en 58, les travailleistes en Angleterre en sont autant d'exemples parmi beaucoup d'autres.

Les tactiques syndicales actuelles sont bien dans le sens de cet encadrement des travailleurs qui se sert du mécontentement causé par la réorganisation du capitalisme (licenciements) et par la politique gouvernementale qui tend à aménager cette réorganisation.

Ces tactiques se développent sur trois plans progressifs. D'abord il y a les actions à la base. Elles existent toujours, plus nombreuses actuellement, les unes spontanées, d'autres un peu poussées, souvent couvertes par les syndicats actuellement dans la mesure où elles pourront rester isolées et ne déboucheront pas sur des mouvements plus importants. Il n'est pas possible de citer la multitude de mouvements locaux dans les P.T.T., à la SNCF, dans la métallurgie. Il est même vraisemblable qu'il y ait un certain débordement des mots d'ordre syndicaux les syndicats se servant à leur tour de ces grèves qui leur échappent peu ou prou comme propagande d'agitation et comme support pour étayer leurs tactiques à orientation politique. Tout mouvement, même autonome; qui ne dégage pas ses caractères propres (conduite de la grève par les travailleurs eux-mêmes, discussions menées par les délégués syndicaux) est ainsi récupéré par les centrales syndicales contre ceux-là même qui l'avaient déclenché. Il ne peut en être autrement et c'est seulement à travers cette expérience du rôle des syndicats que les travailleurs peuvent être amenés à donner plus d'étendue à leurs luttes autonomes sur le plan de l'entreprise.

Les principales actions politico-syndicales des deux derniers mois ont été essentiellement celles des cartels de défense de la Sécurité sociale lors de la mise en place des conseils d'administration des caisses: ces manifestations ont permis de quadriller pratiquement la France entière et d'intégrer toutes les luttes dans la perspective politique de renversement de la majorité gaulliste. Nous ne pouvons faire mieux que citer quelques comptes-rendus de ces manifestations:

Maubeuge, 9/II/67: "... de 25.000 à 30.000 salariés ont manifesté jeudi matin à Maubeuge pour protester contre les ordonnances sur la Sécurité sociale et la mutualité et défendre le double droit à la santé et au travail, thème de leur vaste rassemblement... Tous et toutes se groupèrent autour du Cartel de défense comprenant la CGT, la CFDT, la FEN, l'Union des sociétés mutualistes, les associations familiales... Calmement et avec discipline, le cortège se forma... derrière les élus de la région... les seules manifestations étant celles de klaxons, de chants, de pétards du style "bon enfant"- " (La Voix du Nord).

(pour éviter qu'il y ait trop de monde, les syndicats avaient organisé au même moment une manifestation du même genre à Fourmies, distante de 25kms où se retrouvèrent 4000 travailleurs).

C'est à peu près ce qui s'est passé partout en France sauf en quelques villes où "l'ampleur des manifestations a surpris les organisateurs" (Le Monde 28/IO/67). Au Mans, à Mulhouse, à Chôlat. Nous donnons séparément des informations sur ce qui s'est passé au Mans. Mais là aussi on peut s'interroger sur le sens de manifestations de rues, qu'elles se déroulent dans le calme ou qu'elles prennent un caractère plus violent. La prise du pouvoir politique, qu'elle se fasse légalement par voie électorale ou illégalement par la violence est toujours une prise du pouvoir politique par des organisations et non la prise du pouvoir social par les travailleurs. On peut aussi s'interroger sur le sens de toute une propagande qui tend à grouper dans le même combat "ouvriers et paysans" (au besoin par référence à la révolution russe comme dans Voix Ouvrière); s'il est de fait que c'est dans les régions où la crise agricole est la plus forte que les manifestations ont pris le tour le plus violent, il n'en apparaît pas moins que cette même lutte conduit à des perspectives totalement différentes, les paysans se battant pour ne pas être dépossédés de leur propriété, les travailleurs se battant pour une société où leur vie ne soit pas perpétuellement remise en cause.

L'autre étape de ces manifestations locales c'est la "journée nationale" ". pour la reconquête de la sécurité sociale et l'abrogation des ordonnances" du 13/II.

A travers les informations que la presse livre par bribes on peut se rendre compte comment se déroulent d'autres luttes qui restent isolées parce qu'elles ne peuvent pas servir aux propagandes.

Dans la Somme, à Dimpres, 60 métallos poursuivaient une grève totale

de 54 jours le 25 novembre. C'est un peu une grève modèle pour toute la région du Vime^u où existent de petites usines de serrurerie et robinetterie. Les salaires horaires moyens sont de 2.50. Mais dans la région il n'y a eu que des débrayages de solidarité.

A l'usine Rhodiaceta de Besançon (voir ICO N° 59, avril 67) ce sont les mensuels qui sont visés par les réductions d'horaire, sans indemnisation parce qu'ils ne participent pas au fonds de chômage créé à la suite de la grève de mars, seulement, dit la direction, pour les ouvriers de fabrication. On se rappelle que la grève en mars s'était terminée par un affrontement des mensuels qui voulaient reprendre le travail, et des 4 x 8 qui s'étaient barricadés dans l'usine. Chacun peut tirer la leçon. Le 22 novembre, il était annoncé un sabotage portant sur plusieurs dizaines de bobines de fil synthétique. Action directe?

Mais tout cela reste isolé ou bien inconnu.

-- d'un camarade du Mans :

" j'ai assisté de loin aux accrochages qui ont eu lieu dans le contre aux abords de la préfecture. Ce ne fut pas une plaisanterie; il est vrai que le préfet avait bien fait les choses, la ville étant quadrillée depuis le matin 9 heures par les CRS sur le pied de guerre. Du côté syndicats, il est certain que les dirigeants furent dépassés par les événements. Le préfet ayant proposé comme lieu de rassemblement un terrain situé à la périphérie de la ville, puis compte tenu du refus des organisateurs interdit purement et simplement le défilé, ils se sentirent obligés de mobiliser leurs troupes mais en prônant le calme. Ce déploiement de flics ne pouvait mener qu'à l'affrontement d'autant plus que l'accès à la préfecture était pratiquement impossible sans cela. Bien sûr, ce mouvement eut pour origine: les ordonnances, la politique anti-sociale du gouvernement.. mais il semble que pour une bonne partie ce sera un feu de paille à moins que.. les syndicats ne sachent pas bloquer cette fureur. Il est certain que les ouvriers ont réagi en regard de leur situation qui se détériore de plus en plus, mais il semble également, dans ce cas précis que leur action ait été menée en fonction de circonstances locales, en particulier l'attitude du préfet, sbire issu du ministère de l'intérieur. Il y aurait beaucoup à dire, mais cela serait plus subjectif qu'objectif.

Tract des U.D. CGT et CFTD de la Sarthe diffusé pour la manifestation du Mans.
"Automobilistes, pourquoi ce jour les travailleurs du Mans manifestent dans le calme et la dignité?

...Si vous êtes ouvrier, donc soumis à l'exploitation patronale, vous comprendrez notre action. Si vous êtes paysan, vous avez recours pour l'aboutissement de vos revendications à des actions semblables, vous nous comprendrez facilement. Si vous êtes assuré social, vous ne pouvez être d'accord avec les ordonnances anti-sociales. Si vous êtes artisan ou commerçant, vous nous comprendrez également, en sachant que la population mancelle est composée pour 3/4 de salariés et que, s'ils augmentent leur pouvoir d'achat, il leur sera possible d'acheter les produits dont ils ont besoin.

"Notre barrage attirera l'attention des pouvoirs publics sur notre commune volonté d'obtenir l'abrogation des ordonnances anti-sociales.

"Soutenez notre action. Signez ce tract et adressez-le à Monsieur le Préfet de la Sarthe. (la franchise postale est applicable pour la correspondance adressée aux préfets pour les lettres déposées dans leur circonscription).

"Si en ralentissant la circulation pour vous donner ce tract, vous êtes un peu retardé, sachez que ce n'est pas pour vous ennuyer, mais pour vous informer des difficultés que subissent les travailleurs sarthois. Les salaires sont, en moyenne, inférieurs de plus de 30% à ceux de la région parisienne.

..."c'est pourquoi en nous excusant de vous avoir retardé, nous sommes persuadés que vous serez solidaires de nous "

" Les manifestants parvinrent à joindre le pont du Bourg-Belé dont les abords étaient soigneusement gardés par les forces de l'ordre mais où se trouvaient aussi des travailleurs de l'usine Carel et Fouché. Un rassemblement s'en fut vers la gare SNCF

des groupes se disloquaient prenant des raccourcis. Les manifestants vers 17h30 remontèrent donc l'avenue du Gal Leclerc. Ils parvenaient à peine au sommet de la rue, débouchant sur la place Roosevelt que retentissaient les premières sommations. Elles furent suivies d'un jet de grenades lacrymogènes et de bombes fumigènes. En un instant la place fut enfumée tandis que les manifestants étaient contraints de fuir. L'atmosphère était irrespirable. Mais des groupes importants se reformèrent. Le centre-ville était à nouveau en état de siège, comme les deux fois précédentes. La place de la Préfecture était protégée, encerclée par un renfort imposant de police. Le reste: ce fut plusieurs heures durant des éclatements de grenades, des lancements de projectiles, des cris, un brouhaha. La stratégie classique des assauts repoussés. Puis les CRS passèrent à l'offensive et débouchèrent bientôt par les petites rues voisines. C'est ainsi que les manifestants se trouvèrent encerclés rue Auvray mais purent se réfugier rue du Dr Leroy. Un cordon de fil de fer, bien sûr, interdisait l'accès de la Préfecture.

Place de la République, les "blindés" débouchent à vive allure.

A 21h la pétarade retentissait toujours, dans le centre du Mans. Mais bien avant, vers 18h30 des heurts plus sérieux s'étaient produits place de la République, rue Garbetta, place de l'Eperon. Un important défilé venu de tous les points de la ville ayant réussi au prix d'un long parcours à déjouer la surveillance de la police, remontait la rue du Port. Place de la République, comme toujours en pareille circonstance, des gens des promeneurs, des curieux, des femmes, des enfants aussi, se trouvaient là. Soudain tous les accès à la Place furent bouclés, des CRS firent irruption des rues adjacentes et surtout, précédés d'une voiture "civile", de petits cars blindés surgirent à vive allure et se dirigèrent vers l'imposant attroupement tandis qu'éclataient les grenades. Heureusement, la foule s'était écartée à temps de la chaussée. Des huées saluèrent cette tentative de dispersion, mais dans la mêlée un homme avait été blessé, grièvement semble-t-il. De tous côtés s'élevaient des nuages de fumée. Les manifestants se dispersèrent allant pour la plupart renforcer d'autres positions. Place Roosevelt, le face à face entre manifestants et policiers se poursuivait. Dans le secteur de la gare des groupes défilaient.

Vers 20h les choses semblèrent se calmer, quelques groupes restèrent sur place quand une opération subite se déploya. De nombreuses ruelles débouchaient des CRS qui "s'emparaient" des manifestants mais, forcément dans le tas, des badauds, des bagarres se poursuivirent entre policiers et civils. Coups de poings et coups de matraques furent échangés. L'action menée par des officiers de police en civil eut pour effet de constituer comme "otages" une cinquantaine de "prisonniers" qui quelques heures plus tard devaient être relâchés après vérification d'identité. " (extrait de Ouest-France, 27/10/67)

le chômage

Comment et combien de travailleurs sont touchés par le chômage? Comment réagissent-ils? Prement-ils conscience à travers ces difficultés, de leur vie réelle dans la société capitaliste?

Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre.

Un camarade de l'imprimerie connaît des chômeurs de sa profession.

Un camarade de Montereau (S.M.) décrit la situation dans cette région. La zone industrielle a été établie sur des terrains vendus par l'ancien maire, terrains inondables remblayés de sorte que les entreprises ne peuvent y construire d'usines. Mais cela suffit-il à expliquer le fait qu'il ne s'en établit pas. D'autres usines ferment. Seuls les cadres (qui ont constitué un comité permanent pour l'emploi des cadres) paraissent s'en préoccuper. Pourtant dans la cité nouvelle de Surville la dégradation progressive de la vie est perceptible dans tous les domaines. Les prestations de logement augmentant, plus nombreux sont ceux qui ne peuvent payer les loyers. Il y a un mouvement de retour vers les anciens taudis. La seule issue au chômage local c'est de monter à Paris ce qui représente au moins 3 heures de trajet quotidien. Les expulsions dans les HLM sont plus

faciles maintenant, les saisies aussi; et si l'on est fiché dans les HLM comme mauvais payeur, la seule issue c'est les taudis.

Les statistiques de chômage et les interprétations varient beaucoup selon ceux qui les manipulent: on parle tantôt de 300.000 chômeurs, tantôt d'un million. Le gouvernement s'entend pour laisser le doute, l'opposition pour gonfler les chiffres. Dans un cas comme dans l'autre, le patronat y trouve son compte car, que les faits soient réels ou qu'ils soient grossis toute propagande créée une psychose de peur du chômage qui rend les travailleurs plus dociles face à l'exploitation. Du moins au stade actuel.

les cadres et les syndicats

Un camarade de Jeumont-Schneider (St Denis) relate des faits sur les revendications particulières des cadres et l'interférence des positions syndicales dans les rapports cadres-ouvriers.

Un ouvrier avait fait un essai qui aurait dû normalement le faire embaucher. Le chef d'atelier, membre de la CGT l'a pourtant refusé. Alors tout l'atelier a débrayé pour défendre l'ouvrier; les délégués ont bien été forcés de prendre position aux côtés des ouvriers. Le chef d'atelier a piqué une colère et juré qu'il ne prendrait plus sa carte CGT.

Ce même camarade cite un exemple des revendications les plus fréquentes des cadres. Ceux-ci s'étaient réunis pour faire un cahier de revendications. Leur mécontentement était axé sur le fait que la direction ayant créé une nouvelle catégorie de professionnels (P 3) mensuels, les "maîtres-ouvriers" ladite catégorie avait été augmentée et pas les cadres.

Un autre camarade (livre) fait observer qu'il n'y a pas de différence entre cadres syndiqués-CGT et les autres cadres; dans les entreprises modernes, les cadres sont des robots qui reçoivent leurs ordres de la direction et à leur tour ils commandent les robots que sont les ouvriers; CGT ou pas, les cadres poussent à la production. Dans les revendications pour les augmentations de salaires ils affirment régulièrement et hautement leur "solidarité" mais ils ne bougent pas. Ils se contentent d'en recueillir les fruits multipliés par la hiérarchie (augmentations toujours en pourcentage).

Un autre camarade (assurance) parle des rapports assez complexes qui se tissent dans les bureaux autour des cadres syndiqués aux syndicats de cadres des grandes centrales ouvrières (CGT, CFDT, FO). Les employés de ces services ayant à leur tête un cadre syndiqué se trouvent souvent contraints d'adhérer au syndicat employé correspondant; cette "contrainte" va de la pression directe à l'employé zélé et ambitieux qui voit dans cette adhésion une occasion supplémentaire de se faire bien voir du chef. Les cadres CGT pratiquent de la même façon; mais ils ont de plus, l'idée affirmée qu'à leur place (parfois assez haute dans la hiérarchie) ils luttent pour une "société socialiste" et la "défense des travailleurs". Leur vision s'intègre parfaitement avec le fonctionnement de l'entreprise capitaliste moderne; s'ils prennent des positions ce n'est pas contre l'exploitation du travail salarié et la hiérarchie dirigeante dont ils font partie, mais contre un mauvais fonctionnement de l'entreprise au nom d'un idéal bureaucratique. Ils exigent parfois sans en être conscients, que les employés CGT sous leurs ordres reconnaissent la valeur de leurs idées et soutiennent la conception de leur fonction de cadre en travaillant d'une manière exemplaire, en facilitant le règlement des tensions, en mouchardant à l'occasion. Comme différents clans dirigeants s'affrontent dans la gestion de l'entreprise (nationale) c'est-à-dire dans l'attribution des bonnes places et les orientations financières, les employés d'un syndicat ou d'un autre se trouvent essentiellement par ce biais, intégrés dans les rivalités entre dirigeants. En voici un exemple significatif: une annexe de l'entreprise comprenant une centaine d'employés était un fief FO par la grâce du directeur. Mais il n'y avait dans

cette filiale ni délégués, ni comité d'entreprise: tout se réglait par relations personnelles. Un nouveau directeur fut désigné pour "réorganiser", dont la première tâche fut de mettre le précédent et ses fidèles servants à l'écart. Ceux-ci se rebiffèrent et dénoncèrent les infractions à la législation du travail au syndicat CGT. Lequel syndicat mit en demeure l'entreprise de régulariser dans les plus brefs délais. Le nouveau directeur embarrassé, intervint auprès d'un responsable cadre CGT de l'entreprise mère avec lequel il avait eu antérieurement de "cordiales relations de travail". Auquel il exposa qu'il ne désirait que cela d'avoir des délégués et un comité d'entreprise auxquels il pourrait refiler des tâches qui l'ennuyaient (comme la cantine par exemple) mais qu'il lui fallait le temps matériel pour régulariser, le travail en retard devant passer par priorité. Le responsable CGT cadre comprit fort bien la démarche et convoqua un responsable CGT employé, lequel comprit tout autant et intervint à la direction du syndicat pour expliquer l'affaire. Tout en faisant comprendre au nouveau directeur que service pour service, certaines facilités pourraient éventuellement être accordées au syndicat CGT dans cette filiale...

dans les entreprises

Jeumont-Schneider: St Denis construction électrique.

Débrayage d'un groupe de régleurs de relais. Revendication 50 AF d'augmentation de l'heure pour tous. Très fermes devant leur chef de service (qui voulait les renvoyer chez eux) ont cependant repris le travail, en attendant les résultats de leur délégation à la direction. Réponse négative avec de vagues menaces (le réglage serait supprimé dans l'avenir) et des promesses d'étudier certains cas. Les syndicats tirent de tout cela la conclusion que cette action menée sans leur contrôle ne pouvait qu'échouer. Nous y voyons au contraire la preuve que les travailleurs peuvent agir d'une façon autonome quand ils ressentent le besoin de se défendre, même si cette faible action n'a pas abouti.

Après 4 semaines de grève la CGT nous informe de la grève de nos camarades d'Arnage (Le Mans). Nous l'avions appris par la presse à propos des manifestations des métallurgistes dans cette ville. Le tract daté du 21 novembre nous apprend que "...sont en lutte pour l'augmentation des salaires le retour aux 40 heures sans perte de salaires et la garantie de l'emploi". La direction a ramené l'horaire de 48 à 42h5 comme sanction. Mais l'action continue après une assemblée générale où l'ensemble du personnel a manifesté le désir de continuer la lutte. De l'orientation que les syndicats impriment à toute action ouvrière on peut juger par cette perle dudit tract:

" sans vouloir atténuer la responsabilité du gouvernement et des pouvoirs publics dans l'application des mesures prises à l'encontre des travailleurs: ordonnances anti-sociales, hausse des prix, blocage des salaires, chômage, nous enregistrons comme un élément positif le fait que le Préfet de la Sarthe accepte de servir d'intermédiaire en vue de trouver une solution aux conflits dans la métallurgie "

(souligné par ICO).

Du début 1961 à la fin de 67 la différence entre les salaires des travailleurs payés à l'heure a doublé:

1961: OS I = 1.71 de l'heure

HC = 2.80 (hors catégorie- supérieur
aux P3)

1967: OS I = 2.56 de l'heure

HC = 4.72

différence: 2.16

différence: 1.09

Ce sont les résultats des augmentations au pourcentage prônés par tous: chefs et syndicats. Ainsi dernièrement un tract syndical réclamait que la valeur du point mensuel passe de 3.90 à 4 frs.

Imprimerie:

Presse: projets d'extension au Monde et même de transfert en banlieue dans 3 ou 4 ans. Le journal paraîtrait sur 48 pages tiré avec du matériel plus moderne..

Photogravure: Cliché-Union a fait faillite. 60 ouvriers et 10 cadres ont été mis à la porte. A l'illustration 60 licenciements. Le travail est fait, paraît-il en Hollande, en Allemagne; d'où la propagande contre le Marché Commun; un peu partout il y a des charrettes...

Livre: de grandes imprimeries licencient (Paul Dupont), la crise continue. Le syndicat a lancé il y a trois semaines une heure de grève dans le cadre de la semaine d'action en recommandant de la faire au moment où ça n'entravait pas la sortie des journaux. Critiques aux délégués qui font l'annonce: c'est une rigolade et chacun est bien d'accord. On fait quand même l'heure et on se ballade un peu dans le quartier pour voir: une grosse boîte en profite pour faire passer les radios, ça ne fait pas perdre de temps. Il y aurait eu une brève manifestation ailleurs, mais on ne sait rien. Comme le dit un copain à l'assemblée des correcteurs " on pourrait s'enfermer dans les WC et crier a bas le fascisme la prochaine fois ". En attendant la cotisation syndicale des correcteurs passe à 10 frs (2 heures de salaires paraît-il). Il faut bien que la bureaucratie syndicale vive.

Collège d'Enseignement Technique:

Parce qu'il a laissé tomber le syndicat CGT un professeur d'atelier est en butte aux tracasseries de la maffia PC et franc-maçon qui se partage la gestion du centre sous l'égide du directeur CGT: il a les horaires les plus dégueulasses, des inspections fréquentes, etc..

Une petite boîte de la métallurgie: banlieue de Paris-Noisy-le-Sec-fabrique de scies circulaires-52 ouvriers et employés.

Le patron est dans l'usine en bleu de travail; son fils aussi qui tire le chariot à l'occasion. Il n'y a pas de manoeuvres (les ouvriers font tout) pas de syndicat, pas de revendications. Beaucoup sont dans la boîte depuis 10, 15 ou 20 ans; la moitié habite Noisy et retournent chez eux le midi (1h30 d'arrêt)- 48h. par semaine à raison de 9h30 par jour. On ne travaille pas le samedi. Tous sont des mordus du boulot ceux qui mangent dans la cantine sont dans l'usine à 13h, alors qu'on embraye à 13h30. A 6h tous sont encore sur leur machine qu'ils nettoient après le travail; on me regarde de travers car j'arrête à moins le quart pour nettoyer et partir à 6h. On croirait que tous sont associés au patron. Dans un endroit un ouvrier surveille 4 machines à la fois. Le chef d'atelier est la bonne à tout faire: il décharge les camions, il fait office d'infirmier (un peu d'alcool, ce n'est rien et tu retournes au boulot). Autrement, il est à une machine qu'il quitte pour venir derrière ton dos quand tu fais la pause, et te dire qu'il faut travailler. Tous les nouveaux sont embauchés comme OS à 4fr20 de l'heure avec promesse d'être augmenté dans quelques mois. Nous sommes obligés de récupérer les jours fériés le samedi d'avant ou d'après. J'ai cherché du travail pendant deux mois et j'ai finalement été obligé d'accepter ce travail. (ce camarade a été mis à la porte quelques jours après pour manque de zèle dans le travail)

Matériel d'imprimerie: Paris, petite boîte fabriquant des margeurs.

L'horaire qui avait été réduit à 42h30 a de nouveau été porté à 45h. Les deux ou trois ouvriers qui avaient quitté ont été remplacés.

Chausson: banlieue de Paris- matériel automobile.

Rien de nouveau - attente de réductions d'horaires sinon de licenciements au début de l'an prochain. La CGT a fait un référendum posant des questions sur les revendications (horaires, salaires, etc..)

Dans une agence de voyage: voici les remarques faites par l'étudiant que je suis pendant un séjour de deux mois dans une agence de voyage américaine.

L'impression dominante est l'étonnante hiérarchie de cette entreprise (typiquement américaine); pour un effectif de 300 personnes il existe un nombre incalculable de chefs de service, service réduit parfois à 3 employés et le chef. Directement liée à cette hiérarchie règne une mentalité mesquine et hypocrite; chacun engueule son chef et souvent l'injurie après une remontrance mais toujours derrière le dos de l'intéressé et lorsque celui-ci donne un ordre (avec suffisance comme il se doit) tous sont polis bêlants et obséquieux. Il est d'ailleurs à remarquer que cela se passe à tous les échelons de la hiérarchie. Ces échelons, chacun s'emploie à les conquérir par du lèche botte à longueur de journée, par les heures supplémentaires qui sont la condition sine qua non de la future ascension (au bout de 10 ou 15 ans environ on atteint le premier échelon et qui est aussi souvent le dernier). Si tous font des heures supplémentaires, le chef prend en moyenne une heure de plus pour le déjeuner mais vous fait aimablement remarquer que vous êtes 5 mn en retard ce matin.

Les rapports entre employés sont aussi fonction des appétits de chacun; on se sert la main, on s'embrasse et ton gosse, ton mari? tu parles... à la première occasion c'est le coup de poignard dans le dos, pourquoi? Chacun a le sentiment de travailler mieux que tout le monde, alors pourquoi un tel à les bonnes grâces du chef (il y a souvent une future augmentation ou recommandation pour la promotion à venir) et que je n'y ai pas droit moi qui travaille. On tombe dans l'aberration, chacun finit par aimer son travail... De vrais manâques; un type, pourtant normal, m'a dit qu'il était passionné par son boulot car il avait eu le temps de l'apprécier depuis 17 ans; ce type recopie des chiffres et des itinéraires depuis 17 ans..

J'ai rencontré un délégué du personnel syndicaliste FO. Il est très fier de la grève de l'an passé et d'ailleurs tout le monde en parle encore comme une bonne journée de repos; quand je demandais quels furent les avantages, unanimité: deux fois rien: 3% pour 10 demandes. Le délégué est d'un autre avis: 3% c'est un début, et il faut demander plus pour avoir un peu; comme je trouvais cela maigre il me dit que je n'avais pas à critiquer car si les travailleurs ont ce qu'ils ont c'est grâce aux syndicats et aux luttes passées, il me rappela 36. Et c'est dans des nostalgiques du passé que certains font confiance.

Une dernière remarque: ces gens là sont bien dans leur peau; ils ne sont guère payés (800 Frs par mois) mais ils sont fiers de ne pas être ouvriers, ils sont autre chose, des bureaucrates, comme ils disent, qui pensent, qui ont les principes à l'imitation des bourgeois. Ils ont pour l'ouvrier "de chez Renault" comme ils disent, le plus profond mépris car il représente l'absence d'intelligence; eux au moins ils pensent: ils débloquent sur l'OTAN, l'ONU, la guerre d'Israël, et ils ont l'impression de comprendre.

Renault:

Tracts syndicaux habituels mais qui reflètent une certaine agitation des ouvriers et essaient de la canaliser vers les objectifs politique de la "gauche". Au département 58 proposition de débrayage d'une heure contre le déclassement appliqué à un ouvrier qui à la "banque des minutes" avait accumulé un retard de 38 heures. Depuis toujours la maîtrise signale à la hiérarchie ceux qui se trouvent dans ce cas et qui ont évidemment leur "compte" en banque à zéro. Une tolérance est toutefois accordée aux jeunes et à ceux qui ont une formation récente. Comment fonctionne cette banque? Un ouvrier peut avoir, d'après son travail aux pièces avec un temps fixé, soit un gain de minutes maximum 15h- soit une perte de minutes, minimum 15h. Les pièces loupées sont à la charge de l'ouvrier, d'après un pourcentage décidé par la direction de l'atelier après un marchandage. L'ouvrier tire alors des minutes sur la banque pour faire sa paie. Mais s'il descend au-dessous de 15h, réprimande ou si cela se répète, déclassement (c'est arrivé qu'un ouvrier ait jusqu'à 70h de retard). Mais comme la Régie est à l'heure de la productivité et de l'économie, les temps se resserrent et les tolérances disparaissent. Pour la CGT tout ceci n'est qu'un prétexte car à quoi servent les heures de débrayage décidées par la CGT: simplement à orienter le mécontentement sur les objectifs politiques des syndicats et finalement à renforcer l'emprise de la bureaucratie syndicale et patronale, sur les travailleurs.

Ceux-ci auront "lutté" une heure mais ils continueront de travailler dans le nouveau système. Un nouveau tract diffusé après le débrayage noie le problème réel, celui de la productivité accrue, celui de la gestion du travail, dans des attaques personnelles contre les cadres immédiats en glissant au système lui-même dans ces termes:

" la volonté à laquelle nous avons à faire face, c'est celle qui se manifeste notamment au travers des trois faits cités ci-dessus. Elle n'est pas seulement le fait du chef d'atelier mais elle se prolonge aux directions de département, et de la direction générale de l'usine où elle prend sa source. C'est ce que nous devons envisager dans notre secteur c'est de poursuivre l'action. Ne laissons aucune attaque sans réponse".

(tract CGT, département 58- intitulé "mise au point").

Tout ceci n'est pas un hasard. Comme de coutume la défense des revendications d'atelier ne sert à la hiérarchie syndicale que d'amorce pour les actions à orientation politique qui rentrent dans la tactique générale syndicats-partis.

Il en est de même des problèmes de salaires. Dans une brochure distribuée à tous les ouvriers Renault la Régie vante "l'année satisfaisante" de 1966 et sa prospérité: 66.000 travailleurs dans 9 usines: Billancourt, 30.000 - Choisy: 1200- Le Havre: 3350- Flins: 9600- Le Mans: 7600- Cléon: 4158 - Orléans: 722 - le reste: 8000- dans diverses succursales; elle vante l'accord du Fonds de régulation de ressources 15 millions de NF versés avec la bénédiction de tous les syndicats. On y apprend que le personnel métropolitain n'a représenté que 24% des embauches (contre 16% en 65) chez les non professionnels (OS et manoeuvres).

Et lors de la réunion trimestrielle des accords Renault le 16 novembre le directeur du personnel déclare aux délégués: "les affaires vont bien mais nous ne pouvons améliorer davantage les ressources du personnel".

C'est ça la prospérité de la régie Renault. Pourtant en 67, les papiers syndicaux reconnaissent maintenant que les salaires de la régie ont baissé, malgré les augmentations rituelles de 1% par trimestre, la prochaine faisant 5% en 67. Au lieu d'un taux de base de 9000 (partie hiérarchisée) et 9000 (partie fixe) en 66, ce taux sera respectivement de 5000 et 5000 en 67. Un tract FO déclare que pour un OS, coef. 134, 5 ans d'ancienneté, la perte de salaire sera de 24.678 AF en décembre 67 sur décembre 66. Un tract CFDT lui chiffre cette perte de ressources de 1'OS à 42.000 AF pour l'année 67 sur 66. Les syndicats appellent à un "premier et puissant arrêt de travail de 2 heures" le 29 novembre et tous trois en commun:

" dans cette période où les libertés syndicales sont chèrement défendues dans les ateliers, les syndicats CGT, CFDT, FO invitent le personnel de l'usine à renforcer numériquement leurs sections syndicales dans l'usine".

Pour couper court à tout développement possible des actions à l'intérieur de l'usine, la direction a convoqué subitement les délégués pour leur annoncer les taux de primes. Cela s'intègre bien dans la tactique des syndicats au point qu'on ne peut que penser à un scénario bien construit et bien conduit. Le 28 novembre, nouveau tract CGT, CFDT, FO qui parle de "recul in extremis de la direction comme un premier résultat dû aux nombreuses actions de ces dernières semaines et à la pression enregistrée autour de la préparation de l'arrêt de travail proposé en commun pour le 29 novembre" (sic). Moyennant quoi, le mot d'ordre du 29/II est reporté "afin de créer les conditions à une très large participation pour un prochain et puissant mouvement" (resic). Ce même tract syndical parle de "réaliser le 13 décembre un puissant mouvement aux côtés de tous les salariés français ... "Si on comprend bien les étrangers n'ont qu'à rester chez eux ou travailler sans rien dire.

L'aboutissement des "actions" syndicales à la base a commencé d'être donné dans un tract CGT conviant les ouvriers à une Assemblée le 23 novembre où l'on retrouvera pour la "défense de la sécurité sociale" CGT, CFDT, PC, Fédération de la Gauche PSU, etc... toutes les personnalités du coin. La journée d'action nationale du 13 décembre est dans le même sens. Cela rejoint la tactique de la "gauche" sur le plan national. Une nouvelle campagne électorale est engagée avec un point de chute pas encore connu. C'est la même unité des partis et syndicats réunis sous le vocable "d'opposition de gauche".

" Pour l'anniversaire de 1917 "

 " à l'assaut du ciel pour le bonheur "

 " de l'homme.. "

 " cette victoire est aussi une victoire "

 " du socialisme... "

 " quelle preuve éclatante parmi d'au- "

 " tres de la supériorité du socialis- "

 " me... "

 " (écho des métallos Renault-organe "

 " de la section Renault du PC- "

 " 19/10/67.) "

 " "

Ce qui est important c'est de savoir ce que

 feront les travailleurs : existe-t-il encore

 l'illusion politique que la "gauche"- syndicats

 et partis- peuvent changer la condition des

 travailleurs, c'est-à-dire qu'une organisation

 politique, par une méthode parlementaire ou une

 autre plus violente peut en prenant un pouvoir

 politique changer la société d'exploitation?

 Ou bien les ouvriers commencent-ils à se ren-

 dre compte que c'est seulement par eux-mêmes

 qu'ils peuvent commencer à changer les bases

 mêmes de cette société. A commencer par les

 conséquences les plus immédiates de l'exploita-

 tion. Pour l'instant, il semble au moins chez

 Renault, que la crainte du chômage, du li-

 cenciement, l'utilisation des ouvriers étran-

 gers fait que chacun accepte donc laisse ma-

noeuvrer tous les dirigeants qui, éventuellement, se serviront des luttes qu'ils cana-
liseront comme d'un tremplin politique.

Assurances Générales:

Cette année, le rituel d'automne des salaires est repris dans toute

 sa dimension; il est bien évident qu'il s'agit de canaliser un mécontentement plus impor-

 tant que les autres années sur les voies de garage légal. C'est toujours le taux de 4,0%

 prévu par le Vè plan qui sert de référence, les marges de discussion (si discussion il

 y a) étant très étroites. Pour donner un sens- bien dérisoire- aux actions des syndicats

 la fédération patronale part de 3.84% et monte à 4.34%; la "prime de signature" (tout

 aussi traditionnelle et en réalité une augmentation rétroactive) part de 1/14è de mois

 avec minimum de 5000 AF jusqu'à 1/12è de mois et 7500frs minimum. Les actions proposées

 par les syndicats suivent la même éternelle progression: tracts, pétitions, débrayage dans

 l'entreprise, manifestation devant le siège de la fédération patronale. 15% des employés

 participent à ces actions, plus de jeunes que de vieux, mais qui y croient vraiment.

 Pour les syndicats, c'est la surenchère démagogique habituelle; la concentration des

 trois boîtes soulève des problèmes importants pour les bureaucraties syndicales et

 des rivalités de clans de dirigeants. Tout cela est sous-jacent derrière les démarches

 les tracts, les manifestations d'autant plus qu'il y a des élections de délégués, une

 propagande intensive de la CFDT contre la CFTC et contre FO, alors que la CGT suit et

 est ménagée (il semble y avoir des accords sur le plan fédérations syndicales pour

 laisser carte blanche à la CFDT aux Assurances Générales contre la réciproque à l'Union

 autre boîte nationalisée) et de plus des rivalités entre la branche Vie (plus riche et

 mieux payée) et la branche accidents (travail plus intensif et moins payé). C'est à

 qui marque des points contre l'autre; dans la campagne revendicative il s'agit de faire

 croire que tel syndicat est le plus zélé. La CFDT et la CGT font un débrayage à l'Acci-

 dent mais sans y associer les mêmes syndicats de la Vie. Ceux-ci organisent alors un

 référendum dont le trait essentiel est qu'il ne servira à rien sauf à montrer qu'ils

 ont "fait quelque chose". En voici le résultat:

511 tracts ont été distribués à 600 employés environ.

 322 réponses- soit environ la moitié seulement des employés.

 des actions étaient "proposées" ce qui a donné:

Arrêt de 24 heures:	83,	soit 16%
" de plus de 24h.	42	soit 8%
entrées retardées	14	soit 2%
sorties avancées	107	soit 21%
les deux à la fois	18	soit 3%

il était réservé uneligne aux autres propositions:

grèves sur le tas (débrayages) 50 soit 10%
pétitions et divers 8

Par contre, aucune information sur ce qui se passe dans les autres entreprises notamment à la MGF au Mans où, pour la première fois dans l'Assurance, le central ordinateur, cerveau de l'entreprise moderne, s'est mis en grève illimitée le jeudi 21 novembre, mais on n'a pas su jusqu'à quand.

Dans une autre société d'assurance, la France, la direction a distribué une prime de 1000 AF à tous ceux qui n'avaient pas participé au débrayage général d'une heure; ceux-ci ont remis cette prime au comité d'entreprise.

BELGIQUE

Nous avons reçu d'un camarade de Bruxelles une lettre dont nous tirons le passage suivant:

"... concernant la traditionnelle rencontre internationale il me semble qu'ICO devrait se limiter à n'inviter que des groupes (ou des camarades) luttant de façon conséquente pour le pouvoir des conseils ouvriers. Je ne comprends pas qu'un groupe comme "socialisme et liberté" soit invité à une telle rencontre. Rien dans l'activité de ce groupe ne le rapproche de la démarche d'ICO et des autres groupes présents. (jetez donc un coup d'oeil sur le "libertaire" publié par ce groupe). Quant au groupe ouvrier de Cockerill Ougrée nous sommes disposés à prendre publiquement nos distances dès notre prochain numéro d'Unité Ouvrière.

1) Le Parti communiste Wallon (PCW)- communistes pro-chinois- présente le groupe ouvrier comme étant en réalité un comité d'Action, c'est-à-dire une cellule d'entreprise du parti. Guidé ne réagit pas (il est vrai que le papier de Voix Ouvrière de Cockerill-Ougrée est fourni par le parti).

2) Guidé organise en janvier 67 une assemblée ouverte à tous les travailleurs, en collaboration avec le PCW, les trotskystes Posadas et Vo-France. Nous sommes en principe invités mais comme nous déclarons à Guidé vouloir venir à la réunion afin d'y défendre le principe de groupes ouvriers autonomes, celui-ci ne nous communiquera jamais la date de la réunion.

3) Guidé décide de faire imprimer VO sur les presses du PCW qui lui font un "prix". Résultat dans le N° 43 on y attaque tous les partis sauf le PCW, qui par "une erreur typographique" laisse croire que VO s'est transformée en Comité d'Action. "Nous sommes d'ailleurs persuadés que (la Voix du Peuple) rectifiera son information..."

4) Le PCW n'a bien sûr, rien rectifié du tout. Au contraire Guidé appelle dans ses bulletins les travailleurs à former des comités d'action !!!

" créez dans tous les ateliers.. vos propres comités d'action ou mieux rejoignez le nôtre.." (VO édit. spéciale 18/10/67)- cf. aussi N° spécial de mai 67.

5) Guidé, menacé dans son emploi, se présente aux élections sociales sur une liste du syndicat libéral ! (syndicat jaune, regroupant quelques éléments corrompus de la classe ouvrière). La législation prévoit une garantie d'emploi de 4 ans pour tous les candidats, élus ou non. L'initiative de Guidé peut donc se défendre. Ce qu'on admet moins, c'est que VO demande de voter pour Guidé. VO nie ainsi tout son travail antérieur ratant ainsi pitoyablement le coche. Guidé 85 voix, abstentions 3000 (personne n'avait préconisé l'abstention; c'est donc d'une manière spontanée que près de 30% des ouvriers et employés ont refusé de cautionner le système).

Notre groupe continue à diffuser aux entreprises les bulletins que vous recevez. Jusqu'à maintenant aucun résultat concret. Mais les tracts sont bien accueillis à Hainaut-Sambre où nous allons régulièrement, 5-6 travailleurs se présentent chaque fois pour distribuer le bulletin dans leur service. Après nos quatre derniers numéros, à chaque fois un ou deux ouvriers ont demandé à recevoir régulièrement nos publications. Mais la réaction reste essentiellement passive, ils continuent à attendre la bonne parole (les

tracts du PCW et des trotskystes sont très souvent refusés).

Les nouvelles que je donne ne sont pas très bonnes. Malgré les difficultés et malgré la lourde déception causée par VO de Cockerill nous sommes décidés à continuer le boulot. Privés de la collaboration des camarades ouvriers de Liège, notre travail est plus difficile. Nous n'avons actuellement aucun ouvrier dans le groupe. Mais indépendamment de notre action, la situation continue, ne semble-t-il, à évoluer favorablement. Les syndicats parviennent à éviter tout conflit généralisé mais il semble que ce soit de plus en plus difficile pour eux. L'essentiel pour nous c'est de populariser suffisamment l'idée des conseils ouvriers avant l'éclatement d'un conflit. (les groupes ouvriers apparaissant lors des grèves, insuffisamment préparés, finissent toujours par se laisser bouffer de l'intérieur, d'où l'importance de bien montrer la valeur universelle des conseils, de dénoncer ses ennemis... bref d'apporter aux ouvriers les informations qu'on leur cache).

de notre réponse, nous pouvons citer:

" ta lettre du 4/II nous a montré que beaucoup de choses s'étaient clarifiées parmi les petits groupes dont nous avons déjà parlé. Tu dis que ces nouvelles ne sont pas très bonnes. Mais il est au contraire très important que les travailleurs soient démystifiés vis à vis de toutes les formes d'organisations qui interviennent dans les luttes pour en prendre la direction et en tirer le profit. Ce qui serait décevant ce serait que les travailleurs de Cockerill aient gardé leur confiance à Guidé après toutes ses manoeuvres pour rester à tout prix un dirigeant ouvrier.

Nous avons constaté des faits semblables avec des camarades de Voix Ouvrières ou autres trotskystes ici en France; nous avons pensé même à propos de Rhône Poulenc faire un texte sur ces questions mais le manque de temps nous a empêché de le faire; l'exemple de Guidé est un fait de plus pour étayer le sujet si jamais nous le traitons. Ce qui est aussi intéressant à observer c'est que ce n'est pas par l'effet d'une propagande que l'action de tels camarades se trouve démystifiée à l'égard des travailleurs, mais par l'action elle-même de ces camarades: c'est peut-être le fait le plus positif et le plus encourageant; cela confirme l'évolution vers des formes de lutte autonome déjà perceptibles dans certaines grèves comme à Zwartberg ou à la FN à Horstal, formes de lutte dans lesquelles les travailleurs rejettent l'autorité des "leaders" et finalement exercent une critique et un contrôle étroit sur tous ceux qui prétendent les représenter et agir "pour eux".

Cela donne précisément les limites d'un travail comme celui que vous envisagez ou celui que nous pouvons mener à ICO. Il n'y a pas à attendre que les travailleurs deviennent actifs et à déplorer qu'ils restent passifs en fonction de ce que nous pouvons faire. L'échange et la diffusion des informations, des explications que nous pouvons donner, des critiques reste finalement en regard de cette situation du monde ouvrier sur un plan d'information et d'aide matérielle et explicative seulement quand les travailleurs le requièrent. Et même en faisant cela, nous pouvons passer à côté de la réalité des luttes contre le capitalisme et l'exploitation; c'est pourquoi nous devons rester attentifs à tous les mouvements sociaux et pouvoir les expliquer autant pour nous mêmes que pour les autres: nous avons autant à apprendre des travailleurs que nous pouvons avoir à leur apporter/ Et il ne faut pas entreprendre ce travail dans un but car nos analyses et les formes de luttes que nous pouvons vanter (par exemple les conseils) sont forcément des analyses du passé et peuvent se trouver rapidement dépassés au cours de tel ou tel événement; rien n'a de valeur universelle sauf la tentative des hommes de dépasser leur condition présente pour essayer de "mieux vivre" et pour ce faire, en regard d'une société qui secrète des moyens de domination d'une technique toujours plus poussée de prendre spontanément, mais en relation avec ces techniques nouvelles, des formes nouvelles de luttes...

Pour la rencontre internationale, nous ne limitons pas par nous-mêmes les camarades qui peuvent y participer, ce sont les camarades qui jugent s'ils peuvent ou non y participer. C'est le principe de fonctionnement d'ICO et nous pensons qu'il est positif car il permet d'affronter toutes les discussions, bien que cela soit bien

gênant quelquefois. Tôt ou tard, les camarades qui poursuivent d'autres fins, (c'est toujours la propagation d'une idéologie sous une forme ou une autre) s'éliminent d'eux-mêmes pour une raison ou une autre, c'est-à-dire qu'ils cessent de venir. C'est ce qui s'est produit pour "socialisme et liberté": nous n'avons pas mâché ce que nous pensions et ils ne sont pas venus à la dernière rencontre.

Ces camarades publient un bulletin "Unité Ouvrière" (Groupe de Liaison pour l'action des Travailleurs) (Jean Clabau 75 avenue Gilbert- Bruxelles 5). Le N°7 de ce bulletin 30 pages consacrées aux syndicats belges est envoyé gratuitement à ceux qui en feront la demande. Voici comment ces camarades présentent eux-mêmes leur texte:

..." le syndicalisme belge est actuellement un des plus intégrés d'Europe occidentale. Partout dans le monde, les syndicats se mettent au service de la classe dominante.

Les syndicats sont des rouages indispensables au bon fonctionnement du capitalisme moderne. C'est là une théorie qu'avaient développée et appliquée les dirigeants de l'URSS (Trotsky, Lénine) qui voulaient moderniser le capitalisme russe.

En Belgique, les syndicats collaborent d'une manière tout à fait officielle avec le patronat.

"Nous souhaitons avoir devant nous des syndicats puissants et représentatifs, disciplinés" avoue Cappuyns, président de l'organisation patronale flamande "Vlaams Economisch Verbond" (déclaration au Congrès du VEV. 1964).

Le patronat subventionne les syndicats pour que ceux-ci brisent les grèves. Texte des accords nationaux métallurgie 67-68:

"Le comité patronal de la sidérurgie verse aux syndicats une allocation correspondant à 0,4% des salaires bruts.. Cette allocation est diminuée en cas de grève totale ou partielle se produisant dans une entreprise. Cette diminution est de 125fr par ouvrier en grève et par jour jusqu'au 20è jour et de 250fr au-delà.

"En cas d'arrêt intempestif du travail, la diminution ne sera pas appliquée. Il faut entendre (par cela) l'arrêt qui se déclenche en dehors de toute approbation des organisations syndicales. Dans un tel cas les syndicats mettent tout en oeuvre pour faire reprendre le travail dans les plus brefs délais possibles..."

Partout dans le monde, les travailleurs se heurtent aux organisations syndicales. Les grèves se déroulent de plus en plus en dehors des organisations syndicales (95% des grèves sauvages en Angleterre, 1500 par an) et contre elles (Pays-Bas).

Que toutes les organisations syndicales aient dégénéré montre que ce n'est pas une question de personne. Remplacer Major ou Davister ne changerait rien. C'est la structure de l'organisation syndicale qui est en cause.

En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, les syndicats soumettent les travailleurs à une hiérarchie de chefs et de chefaillons. Or, toutes les luttes ouvrières tendent à détruire le rapport hiérarchique: quand les travailleurs s'opposent aux licenciements, quand ils luttent contre des conditions de travail trop pénibles cela signifie qu'ils veulent décider eux-mêmes des conditions de leur travail. Ils s'opposent donc à la division de la société en dirigeants d'une part (prenant toutes les décisions) et en exécutants d'autre part. Remettre leur sort entre les mains d'autres dirigeants ne change donc rien de fondamental. C'est donc en vain que les partis et les syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants "ouvriers". Seule l'action décidée et voulue par les travailleurs eux-mêmes permettra d'obtenir autre chose que des miettes...."

LICTIONS

Réunion des camarades de Paris - 18 novembre 67-22 présents

- I Informations d'entreprise (voir rubrique les travailleurs en France)
II Correspondance

Un camarade qui a assisté à la précédente réunion s'est étonné de la présence d'un observateur du GLAT (Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs) aux réunions mensuelles d'ICO. Il lui a été répondu que personne n'avait jamais été exclu des réunions, ce à quoi ce camarade a répondu:

" je ne veux pas être et à l'intérieur et à l'extérieur. Je veux être avec vous. Je ne suis pas aux réunions où le GLAT paraît. Vous connaissez depuis peu, je ne suis pas à même de définir votre politique, vous savez que ma communication avec l'Internationale Situationniste va donc dans le sens de "lire ICO" (I'SII) Je suis prêt avec mes faibles moyens d'aider vos actions, à Lille par exemple, si on est d'accord sur une réalisation identique. En conséquence en aucun cas, je veux être séparé de votre action. La dernière page d'I C O ne suffit pas, il faut encore faire un pas. Si tu me dis que le GLAT n'est pas là samedi je viens. Sinon, je te serais très reconnaissant de me faire parvenir un compte rendu "minimum"."

Les camarades d'I C O présents à la réunion ont été d'avis de continuer à admettre aux réunions les camarades qui désirent y assister.

À la suite de la publication dans le N° II, Oct. 67 de l'Internationale Situationniste (BP 307-03, Paris) de l'article "Lire ICO" (reproduit dans le N° 65 Nov. 67 d'ICO, p.25) nous avons reçu un certain nombre de lettres. La plupart très brèves demandant simplement des spécimens du bulletin. Mais nous y avons trouvé également une lettre d'un camarade Y. qui, sur trois pages répond à une discussion entamée il y a deux ans. La parution du N° spécial "le mouvement pour les conseils ouvriers en Allemagne" août-septembre 65, avait motivé une première et étonnante lettre (supplément correspondance discussion, page 3, lettre IV) à laquelle avait répondu un camarade d'ICO (lettre VI) et un camarade hollandais (lettre VII). Ce n'étaient que brochures ronéotées; une simple allusion, deux ans après, sur papier imprimé nous vaut cette longue réponse d'Y. Les camarades d'ICO décident de ne pas reproduire cette lettre en raison de son peu d'intérêt. Elle leur paraît rejointe par son esprit cette autre lettre qui en raison de sa brièveté peut être citée:

"Camarade, peux-tu m'envoyer ICO 56 et 57 (et votre dernier numéro aussi puisqu'on y est)? J'ai eu la négligence il y a quelques années de ne pas donner suite à votre offre d'abonnement et l'IS II m'a fait tout d'un coup songer que finalement j'y ai perdu. Cordialement".

Lettres de Belgique, du Canada, de l'Eure et Loir, d'Italie, de Grenoble de Marseille, de La Rochelle, d'Allemagne, reproduites dans ce bulletin.

III- Discussions avec un camarade américain.

Plusieurs camarades d'ICO ont discuté avec un camarade américain d'un groupe anarchiste de New-York: Black-Flag. De l'opinion de ce camarade, la situation évolue rapidement notamment parmi les minorités raciales, les étudiants, les jeunes. De nombreux groupes ou individus se préparent à une lutte armée ce qui fait parler de guerre civile et comparer à la crise qui causa la guerre de Sécession. Ce camarade enverra un texte décrivant cette situation. L'article du New-York Time que nous reproduisons plus loin exprime bien à son avis l'état d'esprit des jeunes américains et les préoccupations des autorités. Mais on peut se demander quelles conclusions en tirer exactement. Au cours de la guerre d'Algérie, par exemple de 1958 à 1961, nombre de groupes et de camarades ont pu faire des analyses inexactes de mouvements et d'événements.

ments et prendre des positions passionnelles bien éloignées de la réalité. Il est difficile de dire s'il n'en est pas de même actuellement aux USA et de répondre à la question posée dans l'article : ces faits sont-ils liés à la guerre du Viet-Nam (et prendront-ils fin avec elle) ou bien témoignent-ils d'une crise profonde de la société capitaliste la plus puissante.

IV- Discussion sur le travail et l'orientation d'I C O (voir texte plus loin)

V- Prochaine réunion :

: SAMEDI 16 DECEMBRE :

: heure-lieu habituels :

correspondance

- d'un camarade de l'Eure et Loir: (espérantiste)

" Je pense, peut-être à tort que vous ne pratiquez pas la langue universelle Espéranto, aussi je vous écris dans l'idiome français. Nouvellement abonné à I C O je viens de lire les Nos 63 et 64 de ce bulletin.

Les aperçus de la lutte quotidienne de nos camarades sont intéressants mais ne reflètent que leurs efforts désordonnés dans le régime même. Nous avons encore beaucoup à apprendre. De la lettre d'un camarade espagnol (N° 63): " le plus grand obstacle à cette émancipation que j'ai constaté au cours de la Révolution espagnole fut la non préparation des nouvelles institutions qui devaient prendre la suite des anciennes... Mais il nous manquait l'essentiel: non pas comment faire.. mais quoi faire ! " et la suite de la lettre est de bon conseil. Je pense aussi que nous ne devons pas suivre aveuglément les directives des partis politiques. Nous n'instaurerons une société véritablement humaine que par nous-mêmes et en essayant de bien comprendre l'économie politique de notre époque. Je n'en ai pas vu trace dans votre bulletin sauf l'indication dans les publications reçues de "l'Intersyndicaliste et "perspectives syndicalistes". Je vous recommande aussi la lecture de "Essai sur la réalisation d'une société nouvelle (économie des besoins) par Marcel Dieudonné et René Thuillier, que vous pourrez trouver au Mouvement Français pour l'abondance, 10 rue de Lancry, Paris 1er, pour je crois 1 fr.

Ci-joint, quelques autres feuilles.

Entre nous, le système financier du capitalisme ne repose maintenant que sur du papier et des écritures... Il serait si facile de ne plus y croire. Cela éviterait certainement la bombe H. Nous sommes tous vraiment naïfs.

Et aussi au sujet de vos rencontres internationales, pourquoi ne pas pratiquer l'Espéranto. (alors plus besoin de traduction).

- d'un camarade du Canada: "...tu me demandes la situation ouvrière, ici au pays. Je ne saurais guère t'en parler, car je vis isolé de tout le monde, je n'ai pas d'amis qui aient mes conceptions politiques. Je sais seulement qu'il est bien difficile de vivre; les impôts sont en hausse, les marchandises aussi. Des spécialistes s'en tirent toujours bien, avec 6 ou 7 dollars de l'heure (environ 3000 AF); mais nous manoeuvres, 2 dollars (900 AF) pas plus; pas gai. La masse est moutonnière; il leur suffit pour s'abêtir du tabac, de la TV, de l'alcool. La religion règne en maîtresse. Mon idée, dans 6 ans, avec ma modeste pension, me retirer en France. Je ne reste pas ici, jamais de la vie ...".

- d'un camarade de Grenoble: ... " pourquoi la librairie Publico n'accepte plus de prendre I C O en dépôt? Quelles sont exactement les raisons invoquées? En tant que membre de la Fédération Anarchiste, je suis surpris et non solidaire de cette décision qui me paraît, à priori, bien arbitraire et dégueulasse... Au besoin, je ferai insérer un "papier" dans le Bulletin Intérieur de la F.A. à ce sujet. "

- d'un camarade de La Rochelle: " Cela fait maintenant 7 mois que j'ai quitté la région parisienne et que je "flotte" en province. Encore jeune provincial, je ne peux me permettre d'apporter quelque analyse concrète sur la vie de province qui pourrait servir aux camarades d'ICO. Je n'ai pas assez cotoyé de gens. Ma propre expérience se borne pour le moment à des contacts quotidiens avec les copains de travail, contacts pour le moins inéduquants, l'un d'eux étant fils de riches paysans et trimbalant la triste mentalité des parvenus, un autre jeune étant le fils d'un gars de la "sûreté" du département et sourd et aveugle à tout ce qui peut l'entourer. Les autres ont la cinquantaine passée et sont forts de leur âge, prêts à faire de la morale. Parmi eux, une vieille fille, bigote et moucharde de service. Et tous ces gens ont un point commun sur le lieu de travail: l'adoration et l'obéissance à leur chef, le directeur. Avec tout ce que cela comporte comme servilité. De tristes personnages, un drôle de décor. Un service enfermé dans ses habitudes, un service où personne n'oserait mettre quelque chose en question. Un service dégueulasse. Il y a 7 mois, ma compagne et moi y débarquions comme employés au laboratoire. Depuis, il ya deux pestiférés. Le grand chef ne peut admettre que deux jeunes bleus entendent qu'on les laisse libres et se déclarent hostiles à l'état d'esprit de son service. Il trouve son autorité bafouée.

... donc rien d'important. On a une impression ici, celle d'être beaucoup moins libres dans nos moindres faits et gestes qu'à Paris. Ici tout se sait. On est vu partout. Inutile de te dire que j'apprécie ICO quand je reçois le bulletin et qu'en même temps je mesure la différence qu'il y a entre participer aux réunions de Paris et recevoir seulement le bulletin. Bien sûr il manque quelque chose. Il manque le contact avec les copains, le contact qui permet la discussion sur les sujets touchés moyen plus facile pour avancer, pour compléter, que de prendre la plume et provoquer des échanges de pages d'écriture. Comment un gars de province peut-il participer pleinement au travail d'ICO? il est un fait certain: la distance l'oblige à écrire pour faire part de ses objections. Il peut faire le même travail d'information auprès d'ICO au sujet du milieu dans lequel il vit, au sujet de ses luttes et de ses expériences, qu'un copain de Paris. Mais il ne peut bénéficier de la critique spontanée qui peut naître au cours d'une discussion. Cela est valable surtout pour un copain seul en province, déjà moins pour plusieurs qui possèdent l'avantage de la confrontation directe.

Sincèrement, les réunions d'ICO me manquent, non pas que je les prenais pour une petite cure d'anticonformisme. Je regrette le contact direct. Quant aux bulletins que je reçois, je trouve qu'ils se tiennent bien, pensant par là qu'ils n'évoluent ni dans un sens ni dans l'autre, et que j'y trouve les informations que j'attends, même si bien souvent elles arrivent en retard. J'espère que les appréciations sur la rencontre internationale de cette année vont permettre un débat fructueux.

... Je ne serai pas plus long, espérant pouvoir un jour apporter quelque chose à ICO. Je crains de ne pouvoir discerner à travers les bulletins les différents courants qui se précisent au sein d'ICO. Peut-être ces "courants" ont-ils toujours existé et qu'ils se manifestent de temps en temps lorsque sont touchés certains sujets".

- lettres d'Espagne:

d'un camarade- octobre 67: "... je ne sais pas si on a parlé en France des élections qui ont eu lieu hier en Espagne. Ce n'est pas agréable d'en parler parce que c'est une escroquerie. Il y a environ 500 "procuradores" aux Cortès. IC2 seulement sont "élus" maintenant et encore, ils doivent être présentés comme candidats par 7 députés provinciaux, ou par plus de 1000 électeurs, ou bien avoir déjà été député. Tout reste en famille. C'est ce qu'on appelle "représentation familiale" et à cause de

ceux peuvent seulement voter, les pères de famille, les femmes mariées et les célibataires émancipés. Il est interdit de collecter en public de l'argent pour faire la campagne électorale: seuls ceux qui ont de l'argent peuvent donc faire campagne, avec la certitude d'être "élus". Personne ne sait exactement ce qu'il doit faire..... Le parti communiste distribue des tracts clandestins disant de ne pas voter. Les autres partis d'opposition, socialiste-démocrate, etc... font de même.

D'un autre camarade, début novembre 67: "des conflits sociaux ici, je te crois au courant. A Barcelone, la crise s'accroît chaque jour davantage, surtout dans la métallurgie. Dans le nord, les arrêts de travail se généralisent, et à Madrid les manifestations deviennent courantes. ... J'ai pu moi-même me rendre compte de la crise en constatant que la demande de personnel temporaire dans les grands magasins, à l'occasion des fêtes de fin d'année, a provoqué un afflux d'ouvrière au lieu des candidates qui se présentaient habituellement, qui étaient plutôt très jeunes ou même des enfants.

Chez nous, on nous serre la vis et les petits chefs sont d'une impertinence qui les rend insupportables. J'ai un copain qui travaille dans une fabrique de condensateurs électrique, les ouvriers sont réduits à un salaire de 1200 pesetas par semaine. Pour leur faire sauter la prime trimestrielle on réduit l'horaire au cours du 3ème mois, après avoir fait faire le maximum de production pendant les deux derniers mois. Dans cette usine, il y a un département nommé par les ouvriers "la légion étrangère", où toutes les brimades possibles sont exercées."

U - S - C / ^

DU DESACCORD A LA RESISTANCE

(traduit d'un article du New York Time du 6 novembre 1967)

Le mouvement des jeunes militants dans la politique américaine évolue clairement d'une tendance pacifique à une résistance physique. Il se peut que la grande majorité des étudiants universitaires qui protestent soient satisfaits des démonstrations légales, mais une minorité croissante de militants ne l'est pas, et de plus en plus, la minorité essaie de substituer l'opposition violente à la désobéissance pacifique de la majorité.

Ceci est vrai non seulement pour ceux qui protestent contre la guerre dans les campus universitaires mais aussi pour les jeunes leaders radicaux dans la communauté noire qui essaient de prendre la tête du mouvement de protestation des noirs et de remplacer les leaders et institutions noirs plus vieux et plus démodés.

Quelle est l'importance de ce mouvement? L'impression générale ici à Washington est que c'est un phénomène grave, mais transitoire causé par la guerre qui se terminera lorsque la guerre finira et lorsque le prix de cette guerre sera graduellement reconverti dans la guerre contre la pauvreté dans les villes. Ceci est lié à la notion les femmes attirantes et un métier agréable apprivoiseront bientôt cette génération comme les précédentes.

Toutefois il y a une autre interprétation. C'est que la vague de violence n'est rien d'autre qu'un défi fondamental contre la politique étrangère et l'ordre social actuels des U S A et qui ne sera pas apaisé par l'arrêt des bombardements, la fin de la guerre ou la défaite du président Johnson.

Celui qui soutient le plus clairement cette thèse est Daniel Moynihan, ancien secrétaire assistant au travail et actuel directeur du centre Modern Institute of Technology of Harvard pour les études urbaines. "Tous les signes montrent que la révolte n'est pas terminée" dit-il à propos des noirs. "C'est même pire: de nouveaux signes nous disent quelque chose qu'il est pénible, voire odieux d'avoir à entendre nous devons nous préparer à l'apparition du terrorisme". En fait, peut être a-t-il déjà commencé. Il reste à voir quelle est son étendue et sa réussite, mais la proba-

bilité est si grande qu'ignorer ce phénomène serait un acte d'irresponsabilité ou de lâcheté."

Les prescriptions pour traiter le problème sont naturellement aussi éloignées que les estimations de la gravité du problème. La réaction prédominante chez les militants envers la situation intérieure est la même que la première réaction à la guerre du Viet Nam : opposer la violence à la violence, accroître la puissance de la police et entraîner la garde nationale à la lutte anti-émeutes. Il y a une tendance écrasante à renforcer la loi et éviter l'anarchie et il semble y avoir une volonté générale de diriger une partie du prix de la guerre, lorsqu'elle sera finie, vers les villes, mais il s'agit de problèmes totalement différents. D'abord l'ordre ou la liberté, réprimer les effets ou traiter les causes, priorité à l'intérieur ou à l'extérieur ?

Une partie pense que nous pouvons résoudre ce dilemme en augmentant le nombre de policiers, l'aide fédérale directe aux villes et, si nécessaire, en nous opposant à l'expansion communiste par la force. Une autre partie pense que la rénovation des faubourgs et la rééducation de leurs habitants coûtera beaucoup plus cher et prendra beaucoup plus de temps que l'administration n'y a jamais pensé; en même temps cela entraînerait une transformation de nos privilèges, de la structure des impôts, des lignes politiques et des attitudes traditionnelles sur ce que Washington peut ou ne peut pas faire à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Moynihan, par exemple, croit que la violence à l'intérieur et à l'extérieur, "possède un potentiel pour polariser, puis briser la société américaine". Il croit que cela menace l'ordre social du pays et que les libéraux dont il est doivent rechercher une nouvelle alliance avec les conservateurs progressistes pour faire face aux extrémistes de droite et de gauche, et donner aux états et aux villes beaucoup plus de responsabilités et de ressources pour affronter leurs problèmes intérieurs.

Seule une telle coalition des deux partis, croit-il, peut créer ce qu'il appelle "la politique de stabilité" et faire exploiter les causes des troubles par les militants. Ceci ne l'a pas fait bien voir par ses amis libéraux ou par les républicains conservateurs, mais au moins il soulève les questions justes qui seront vraisemblablement au centre de la politique pour de nombreuses années à venir.

VIETNAM

LES SECTES ET LE VIET MINH

(le début de cette série d'articles figure dans les n° 51, 53, 54, 55, 57 et 65)

Notre information historique n'aurait qu'un bien mince intérêt si nous perdions de vue le but que nous nous sommes assigné : montrer qu'une prise de conscience générale de nature plus profonde est indispensable pour se dégager de la mystification dans laquelle s'embourbant les exploités du monde, tant industriel qu'agricole. Au Viet Nam, comme partout dans le monde, les exploités dans leur lutte ont été dupes de ceux en qui ils avaient cru voir leur avant garde, leurs sauveurs suprêmes; notre espoir, c'est une prise de conscience de ces ouvriers et de ces paysans qui souffrent aussi bien dans le nord du pays que dans le sud, et de tous les exploités du monde auxquels leur sort est lié, la conscience que la libération à l'égard de l'esclavage des usines, des rizières et des gueucres, ne se réalisera que par la lutte autonome, sans embrigadement au sein d'organisations politiques, syndicales ou militaires, dont la structure et l'idéologie conduisent les militants dévoués à se nuire en devenant maîtres, organisateurs d'un univers industriel et concentrationnaire, de bureaucrates dirigeants qui défendent leur nouvelle situation d'exploiteurs au nom de la marche de l'Histoire (avec un grand H) et d'autres principes d'imposture tel que la justification des pires moyens

qu'ils imposent aux ouvriers et aux paysans .

Si , comme nous l'avons vu , le gouvernement colonialiste français fit procéder dès le début de la guerre à l'arrestation en masse et au bannissement des "individus dangereux " pour le régime , c'est qu'il craignait une agitation subversive , averti qu'il était par les insurrections paysannes de 1916 fomentées par la Société secrète du Ciel et de la Terre (Thiên-dia hoi) et celles des années 30 , de fraîche mémoire ; le pouvoir espérait que , les meneurs "mis hors d'état de nuire " , les masses ne seraient plus qu'un "serpent sans tête " .

Les jeunes marxistes emportèrent dans les bagnes leur rêve de "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile " , mais les mots prononcés à Zimmerwald et venus de l'Europe lointaine , leur illustration dans les événements russes de 1917 , n'en continuèrent pas moins à résonner mystiquement dans les esprits ; une chanson du pe élaborée vers 1935 et appelant à la guerre civile , couvait dans les coeurs : " Nous saisirons l'occasion de la guerre entre impérialismes et quand (la Russie des) Soviets sera étraquée , nous ferons la guerre civile (Thua luc dê-quôc tranh-chiôn , voi luc đàng Sô-viêt lân nôl-chiôn mau) " . C'est sur la propagande en faveur de la même idée dans une feuille trotskyste illégale ronéotée , l'Avant Garde (Thiên-dao) , que le procureur près le tribunal de Saïgon avait appuyé son réquisitoire lors du procès de la Ligue des communistes internationalistes en septembre 1936 .

Les arrestations préventives n'empêchèrent pas les paysans de l'ouest cochinchinois de s'insurger en décembre 40 et un soulèvement éclata à Bacson au Tonkin en la même année . La répression fit des milliers de tués et les cours martiales envoyèrent les capturés à la mort et aux bagnes . Les prisons étaient tellement pleines qu'un certains nombre de détenus furent enfermés dans des péniches amarrées près de Saïgon où ils périrent comme des mouches .

Le "matérialisme dialectique " de Karl Marx joint à la théorie de la "révolution bourgeoise démocratique " de Lénine n'était pas la seule doctrine marxiste à s'être propagée dans les campagnes ; le "paradis russe " n'était pas seul à s'emparer de l'imagination et à miroiter dans le rêve des ouvriers et des paysans du Viet Nam depuis les années trente ; des sectes religieuses d'inspiration prophétique promettaient non seulement le salut dans l'autre monde , mais un salut proche , dans ce monde même , aux paysans mangés par les sangsues , englués dans la boue profonde des rizières et qui , au delà de leurs haies de bambous , ne voyaient que l'immensité d'un ciel sans espoir . Nous nous étendrons quelque peu sur deux de ces sectes , toujours vivantes actuellement , parce qu'elles appartiennent à la chronique politique des années 40 et qu'elles sont peu connues parmi nous : les sectes Cao-dai et Hoa-hao . Leur existence et leur développement dans une fraction importante de la paysannerie du Viet nam du Sud permettent de saisir le mysticisme parallèle des adeptes paysans de Karl Marx . Que l'emblème de l'espoir fut Cong -san (stalinisme) , Cao-dai (Haut-Palais= Etre suprême) ou Hoa hao (Bouddhisme rénové du village de Hoa-hao) le rêve était le même pour tous : le salut par une rénovation universelle du monde , salut dont les moyens seraient pour les staliniens la subversion sociale afin de sortir des chaînes du servage , se libérer des propriétaires fonciers et voir la fin des cho-san (chiens de chasse) , police des notables représentants du pouvoir français ; pour les sectes religieuses ; la pratique d'une éthique de "vie " amour , vérité " conforme aux volontés divines et plus individuelle que sociale .

Le mouvement Cao-dai surgit d'une vision au cours de laquelle apparut "l'esprit de Dieu " . En 1925 , une nouvelle vision cette fois d'un ancien conseiller colonial , Lê van Trung , poussa ce dernier à instituer le nouveau culte , naturellement suspect au gouvernement colonial . Une basilique fut édiflée à Tây -ninh , à une centaine de kilo-

mètres au Nord ouest de Saïgon ,sans aucun architecte mais selon les indications techniques révélées de Cao-dai,l'Être suprême ,symbolisé dans ce temple par un oeil rayonnant dans un triangle . Cet être suprême fut considéré comme ayant été annoncé par Bouddha ,Confucius ,Lao-Tseu ,Jésus,Mahomet , ainsi que par tous les saints et génies de l'humanité ,Victor Hugo compris ,et les textes canoniques de la secte furent écrits au cours de séances spirites . Rien de nouveau dans cette religion ,il s'agit du même idéal d'amour universel que dans le Bouddhisme ou dans le christianisme ,mais elle devint un pôle d'attraction spirituelle en dehors du catholicisme,religion coloniale officielle d'où l'inquiétude du gouvernement français qui envoya le pape Cao-Dai,Pham công Tac ,au bagne de Son-la au Tonkin ,puis ,au début de la guerre l'exila à Madagascar .Comme nous le verrons plus tard,ce mouvement purement religieux ,qui avait recruté ses adeptes dans les couches aisées et qui s'était organisé en église hiérarchique à l'image de l'église catholique devint une force politique qui se lança dans la mêlée militaire de l'après-guerre.

La secte Phât-giao Hoá-hao a son origine dans une tradition prophétique ancienne Son fondateur Huynh phu Sô ("le bonze fou ") (Dao khùng) était né dans l'ouest cochinchinois ,au village de Hoá-hao vers 1919 .Maladif et illuminé ,il s'était rendu dans les Sept Monts (Bay-nui) auprès d'un ermite ,pour se livrer à la méditation et s'initier aux sciences ésotériques . Guéri ,il revint au village vers 1939 et y prêcha un bouddhisme libéré de la pompe cultuelle c'est à dire un idéal de pureté ascétique répondant à la pauvreté du menu peuple ,ce qui fit son audience de larges couches de paysans pauvres .A travers le langage sibyllin propre aux illuminés ,Sô avait semblé prédire la guerre franco-japonaise . Son influence s'était développée . Chose intéressante ,la persécution dont il fut l'objet de la part du gouvernement colonial ,l'auréola davantage et son pouvoir ne cessa de croître souterrainement dans les paillotes ; les fidèles faisaient de ses lieux de déportation (Mytho et Bacliêu en particulier) des lieux de pèlerinage tandis que le psychiatre Tâm chargé par la police française de le soigner pour "folie " lors de son internement à l'hôpital de Choquan ,section des prisonniers ,devenait son disciple fervent .

Rappelons qu'après la défaite française en Europe ,les Japonais occupèrent l'Indochine et ,en accord avec Vichy , conservèrent l'appareil administratif et répressif français,avec un nouveau gouverneur colonial désormais à leur service . La politique des Japonais tendit à éliminer la tendance stalinienne et à rechercher un compromis de collaboration avec les tendances nationalistes et les sectes ;en 1942 ,le "bonze fou" exilé au Laos fut libéré par eux et lorsque ,le 9 mars 1945 ,les japonais eurent mis fin au gouvernement colonial français ,ils armèrent les adeptes de ces deux sectes ,espérant les utiliser comme auxiliaires militaires en cas de débarquement américain .

Revenons aux staliniens et à leurs activités ,jusqu'à la prise du pouvoir en 45 . HO Chi Minh ,qui vivait en Chine ,dans le Kouang si ,réunit en mai 41,un congrès qui groupa des éléments vietnamiens de toutes provenance et forma avec eux ,sous l'étiquette peu compromettante de Viet-Minh (abrégé de Viet -nam độc-lập đông-minh) ,Ligue pour l'Indépendance du Viet -nam) une organisation dont la direction effective appartenait à ses propres partisans .

Los généraux chinois du Kuo -ming -tang réunirent une seconde conférence des réfugiés politiques vietnamiens en Chine ,le 4 octobre 1942 à Lieou-tcheou ,dans le but d'écarter la tendance communiste et mirent sur pied le Đông-minh hoi ,Association pour la Libération Nationale ,présidé par le vieil émigré pro-chinois Nguyen-hai Thâ ;Ho Chi Minh fut emprisonné pour 18 mois . Cependant ,au Congrès de Lieou -tcheou de mars 1944 au cours duquel fut élaboré le programme d'un " gouvernement républicain provisoire du Viet-Nam " ,le Viet- minh était représenté ,il avait un portefeuille . Ce programme consistait en deux points :liquidation de la domination française et japonaise ,indépendance du Viet Nam avec l'aide du Kuo -ming -tang ; Tandis que les nationalistes de

ce gouvernement restaient en Chine où ils attendaient que l'intervention du Kuo-Ming Tang leur assurât le pouvoir au Viet Nam, le groupe de Ho chi minh, sous la bannière du Viet - Minh, rentra au Tonkin et s'établit dans la région de Thai-nguyen. Lorsque le coup de force japonais du 9 mars 1945 mit un terme à l'autorité française en Indochine, le Viet-minh se trouva pratiquement maître du Haut-pays. S'orientant politiquement vers les alliés (Russie, Chine nationaliste, Grande Bretagne, Etats Unis), Ho chi Minh organisa quelques escarmouches contre les Japonais, prit contact avec les Américains à Kun-ming, et en obtint des armes pour lutter aux côtés des Alliés. Après la capitulation des Japonais le 15 août 45, le groupe de Ho chi Minh (le Viet -minh) était déjà une force militaire organisée.

(prochain article : Technique de la prise du pouvoir)

DISCUSSION

SUR LE TRAVAIL ET L'ORIENTATION D'ICO

Dans la convocation à la réunion de novembre des camarades de Paris, il avait été proposé de discuter d'un ensemble de questions à la fois pratiques (travail d'élaboration et de tirage d'ICO) et théoriques (problèmes d'orientation). Ces questions étaient présentées de la manière suivante :

" Au même moment, par le fait de différentes circonstances, ces problèmes pratiques se posent avec plus d'acuité et quelques camarades les posent sur un plan plus général en les reliant à une conception de leur propre activité différente de celle des autres camarades.....

Un camarade de Paris (exprimant aussi la position d'autres camarades) fait par lettre une critique générale d'ICO et de la manière dont les camarades conçoivent ou laissent faire les réunions et le bulletin. Cette lettre figure dans le bulletin de novembre (pages 8 et 9) "

Il est donné lecture de cette dernière lettre. Deux camarades interviennent :

- l'un pour relever que cette lettre soulève des problèmes qu'on devrait effectivement discuter. Une partie de la critique le touche effectivement puisqu'il ne participe aux réunions qu'en auditeur alors que quelques camarades font un travail important.

- l'autre pour faire ressortir des obscurités et des contradictions : comment l'auteur de la lettre réalisera le travail qu'il propose (et on voit mal en quoi il consiste) si, comme il le dit, il ne participera plus aux réunions d'ICO. De plus, la dernière phrase de la lettre est inadmissible, pas seulement parce qu'aucun texte n'a jamais subi de remaniements ou additifs, mais surtout parce qu'un camarade ne peut juger de ce qui pourrait être décidé s'il ne participe pas et ignore tout de la manière dont les choses sont faites.

Un camarade qui a discuté à plusieurs reprises avec l'auteur de la lettre explique que quelques camarades (ceux qui ont rédigé le texte paru dans le n° 60- mai 67 d'ICO pages spéciales de I à 8) se retrouvent pour tenter ainsi qu'ils le formulent dans ce texte "une analyse de la société qui ne soit pas seulement économique mais qui envisage tous les aspects de la vie humaine (les besoins des hommes - leurs moyens de réalisation - les contraintes sociales)". Ces camarades pensent que la poursuite de ce travail et de cette discussion suppose des êtres capables de se comprendre parce qu'ils se posent les mêmes problèmes. Tel ne serait pas le cas des camarades d'ICO, ce qui rend impossible toute discussion sur ces thèmes dans une réunion d'ICO. De l'avis de ces camarades, ceux qui viennent à ICO sont, en majorité en décalage dans le temps et dans

l'espace. Il ne faut pas voir dans leurs critiques seulement celle de la non participation d'une majorité de camarades venant aux réunions aux tâches rédactionnelles et matérielles. Ce qu'ils critiquent, c'est le manque de "cohérence" au sein d'I C O, ce qui conduit aux difficultés matérielles signalées, mais ce point n'est qu'un aspect du problème qu'ils soulèvent.

Voici l'avis d'un camarade non présent à la réunion sur les thèmes soulevés par ces camarades : " Quel acharnement à vouloir se fixer un but, à savoir pourquoi on milite -alors que ces problèmes s'éclaircissent en marchant au fur et à mesure qu'on fait ce qu'on sent devoir faire et que la vie nous impose de faire."

A partir de ces préliminaires, la discussion s'engage (chaque paragraphe représente l'intervention d'un camarade) :

1 Ces critiques sont justifiées. On a peur souvent d'aborder les problèmes comme si l'on craignait qu'il se produise des divisions. Alors on élude les problèmes. On ne sait peut être pas ce que veulent dire ces camarades. Mais ce qui est exact, c'est l'absence de discussions, la routine des compte rendus d'entreprise et le fait que nous sommes, tous marqués par un passé dont nous n'arrivons pas à nous dépêtrer.

2 Je ne vois pas quels problèmes nous avons peur d'aborder ; chaque camarade peut dire ce qu'il pense aux réunions et proposer toute discussion qui l'intéresse.

3 A chaque réunion, on a besoin chacun de communiquer son expérience de la vie d'entreprise, mais les discussions à partir de cela sont rares. On ne voit pas comment on pourrait surmonter cette peur d'arriver à des désaccords. Il ne faut pas craindre de discuter avec les autres. Si les camarades en cause restaient silencieux aux réunions, c'est parce qu'ils trouvaient que la formule ne leur convenait plus.

4 Les questions de boîte, c'est toujours pareil : le patron vous exploite, les syndicats font ci ou ça, etc... Il faudrait envisager d'autres discussions sur des sujets plus importants, sur les problèmes internationaux, sur les luttes les plus importantes. Le plus souvent, on n'a pas le temps. Il faudrait ouvrir une discussion pour voir ce qu'il faut faire.

5 Pas d'accord pour dire qu'il y a totalement la faute de ces camarades s'ils ne veulent plus participer à I C O. C'est dû principalement au fonctionnement d'I C O. Ils ne pourraient pas faire ce qu'ils veulent faire dans le cadre d'I C O. On ne peut séparer la théorie de la pratique. Elles ne sont pas séparées dans l'activité des réunions. Ce qui se passe dans les boîtes s'intègre dans un mouvement global difficile à cerner. C'est tout cet échange d'expériences qui amène tout naturellement la théorie. L'unité plus grande du groupe ne peut résulter que d'un échange plus grand, d'un travail plus collectif. Seulement cela permettrait d'intégrer les problèmes particuliers dans des vues plus générales.

6 La distance que ces camarades prennent avec I C O est d'abord théorique : ils tentent de définir un système global cohérent qui s'oppose à la conception particulière suivant laquelle I C O a fonctionné jusqu'ici : laisser les idées s'affronter sous le vu des expériences de chacun. Les difficultés matérielles d'I C O -qui ne datent pas d'aujourd'hui - servent en quelque sorte de justificatif.

7 A plusieurs reprises, il a été tenté d'arriver à un meilleur fonctionnement d'I C O et à une participation plus grande des camarades. Les difficultés sont multiples (éloignements, horaires, situations familiales etc...), celles là même des travailleurs pris par leur travail et par leur vie ; cela fait que toutes ces tentatives ont plus ou moins échoué.

6 C'est la première fois que j'assiste à une réunion et ce qui me frappe, c'est le caractère extrêmement informel et informel de la réunion et en même temps l'impression d'une participation rigide. En dehors des faits d'entreprise, ce sont à peu près les mêmes qui parlent. S'il doit y avoir une élaboration théorique, elle doit se faire à travers les problèmes actuels.

7 Les limites de notre pratique, c'est notre vie de travailleur. Nous n'avons jamais refusé de discussion; tout camarade peut la préparer en écrivant dans I C O; si aucune discussion n'a lieu, cela dépend des camarades et il doit être possible de savoir pourquoi. On nous reproche de ne pas tenter de formuler des théories, ceci est à la mesure de nos possibilités, de notre vie de tous les jours en usine. Chacun trouve une communication sur ce terrain, chacun peut poser des questions sur le plan du travail; mais personne n'ose formuler des idées sur un futur abstrait parce que c'est difficile. Le présent, c'est l'exploitation, le racisme, la guerre, etc... la vie elle-même; là dessus nous pouvons communiquer et discuter et, partant de là parler de généralités. Mais, si nous ne faisons pas de théorie, ce n'est par un refus, c'est parce que la forme d'activité décrite est cette action théorique et pratique à la fois. La discussion entamée par les camarades dans le texte paru dans I C O de mai 67 me dépasse et je n'ai pas osé répondre.

2 Il est faux de dire que ce sont toujours les mêmes qui parlent. Pratiquement, dans les discussions, tous les camarades arrivent à s'exprimer.

8 C'est exact. Cela dépend des réunions. Au niveau de l'expérience d'usine, chacun intervient. Sinon, la discussion devient un débat de spécialistes qui se limite effectivement à 2 ou 3 camarades. Pour éviter le reproche de ne pas avoir de discussions, on pourrait inverser les réunions: commencer par débattre sur un sujet déterminé et seulement après, échanger les informations d'entreprise.

9 On ne peut pas nier que les discussions surgissent de l'échange d'informations et de la correspondance. C'est suffisant pour aborder des problèmes essentiels et les camarades pourraient, en cette occasion, exposer ce qu'ils pensent. Si l'on veut discuter plus c'est une question de temps matériel; reste à savoir si avec des réunions plus fréquentes il y aura autant de participants.

3 propose d'envisager d'autres réunions sur des sujets intéressants en préparant la discussion avant -- 7 - Il suffit d'en prendre l'initiative.

10 Le travail théorique est toujours individuel ou semi individuel. Il est impossible à plusieurs. Sous la forme d'une sorte de séminaire, avec un exposé et une discussion un débat théorique peut se faire à I C O. Sinon, on tombe dans le groupe traditionnel avec un ténor - maître à penser - qui porte la bonne parole à des élèves. Il est certain qu'à I C O il y a des fondements théoriques différents suivants les camarades. C'est cela qui est intéressant. Dans l'échange des échos de boîte, les idées de chacun sont sous-jacentes. L'originalité d'I C O et le travail qui s'y fait réside précisément dans cette confrontation. Quant aux travaux matériels, il devrait être possible d'organiser une sorte de roulement.

11 Le travail matériel est toujours un problème. On pose un fonctionnement idéal: le travail fait par tout le monde et pratiquement, ça ne se fait pas. Il y a un boulot à faire tous les mois: ça devrait être possible de le prendre en charge par rotation théoriquement. Et en pratique?

Si les discussions théoriques doivent conduire à un resserrement idéologique, le caractère d'I C O change et il est certain qu'I C O éclatera. C'est le côté informel d'ICO qui est intéressant. S'il s'agit seulement de discuter, c'est possible et sans avoir à se tuer. Tôt ou tard, de telles discussions idéologiques viendront. Et on tâchera d'y faire face.

12 Dans les discussions, les camarades ne sont pas tous au même niveau. Si la formule séminaire permet d'éviter le débat entre spécialistes, cette formule doit être retenue.

10 Refus de faire un groupe structuré à idéologie commune. La lettre du camarade (voir I C O novembre 67) contient une proposition concrète; il faut y répondre. Mais je suis contre une rubrique faite par un gars qui n'assiste pas aux réunions et qui critiquerait des débats auxquels il n'aurait pas assisté.

13 - Le compte rendu de la rencontre de Taverny va être diffusé. Il contient des éléments de discussion et peut permettre de reprendre des débats à partir de différents points importants soulevés.

11 - Le problème de la pratique d'I C O est une discussion qui revient de temps à autre. Et on voit assez souvent proposer quelque chose qui ne débouche nulle part. Mais chaque fois, la critique ainsi faite est dépouillée complètement et non rejetée a priori. C'est un des traits positifs d'I C O de prendre toute remise en question et d'inviter ceux qui critiquent à persister et à aller plus loin.

publications

en langue française

- Internationale situationniste : n° II - BP 307-03 Paris
Ecole Emancipée - (n° 3 et 4 - octobre 67) Marthe le Brozec -22 Perros Guirec
Le Libertaire (n° 3 - octobre - novembre 67) 220 rue Vivegnis - Liège
L'homme libre (n° 33 -) 11 rue de la résistance - St Etienne
Perspectives socialistes (n° 33) 8 place Bonsergent - Paris - coté - le malaise paysan
dans l'imprimerie - classe (oct 67) Renault -73 rue Blanche Paris 9eme -travailleurs et syndicats
Desfossés (voir I C O n° 65) les ouvriers d'un atelier de Choix
L'intersyndicaliste GSED (n° 72 - nov 67) 1 rue Roger Salengro - St Nazaire
Voix Ouvrière (n° 91 et 92) Schroedt -29 rue de Chateaublanc - Paris 10eme - pages sur
la révolution bolchevique.
Un bulletin du comité pour la défense de Ben Bella et des autres victimes de la répression
en Algérie - Jardot -27 quai de Bourbon - Paris 4eme
Cahiers de l'Humanisme Libertaire (n° 137) Luce Ottié -21 rue des Mathurins - Bièvres
"la crise permanente de l'anarchisme."
La révolution prolétarienne (n° 231) 21 rue Jean Robert Paris 18eme - av.
révolution d'octobre et quelques pages d'analyse sur les "révolutions sans parti" la
avant et après la Russie de 1917 - Evolution des syndicats de l'Est.
Les luttes de classe n° I BP 323 R 8 Strasbourg - bulletin des ex situationnistes
exclus de Strasbourg.
Le prolétaire (n° 48 - nov 67) 575 Marseille Colbert - entièrement consacré au cin-
quantenaire de la révolution bolchevique.
Le peuple breton (n° 40) BP 103 Rennes - Après les manifestations agricoles; la ré-
volte des régions sous développées.
Documents anarchistes : revue de documents historiques sur le mouvement anarchiste fran-
çais pour la région Rhône Alpes - Chomarot -223 Av Berthelot -69. Lyon 8
Résistance à la guerre - Villard - Lisservég 14 - Bienne 2506 Suisse
Hydre de Lerne - Santa maria 40 rue Peyrolière 31 Toulouse 01 - Lettres - les minorités
révolutionnaires - interview de Peirats et de Santamaria.
Centre International de Recherche sur l'Anarchisme -24 Avenue Beaumont -1012 Lausanne
Le Brûlot - Dassoiville 30 B rue Molière 93 Bagnolet
Esprit Libre - Krassovsky 7 rue Boucicaut Paris 15eme

Cahier des Amis de Han Ryner n° 87 3rue du Chateau 93 Pavillons sous Bois
L'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (1 Grande Rue à
Crisenoy 77) publie un communiqué contre la composition de la commission de protection
créée par le Ministère des Affaires Sociales .

JAPON

Reçu le Jihyu Rengo (Libre Union ou Union Libertaire) de la Fédération anarchiste japo-
naise ,n° 133 ,septembre 67 en japonais.L'éditorial évoque Georges Sorel qui parlait de
l'oppression d'en haut par le pouvoir et du peuple opprimé qui oppose consciemment la
violence à la violence pour repousser l'oppression .

Après la seconde guerre mondiale ,les gens de gauche ,y compris les militants syndica-
listes optent pour le parlementarisme de la démocratie bourgeoise ."La seule voie que
nous devons suivre ,c'est la lutte contre le pouvoir autoritaire pour la justice et
l'émancipation des opprimés ,par la violence ou par la non violence .

Procès de camarades anarchistes . Dix camarades anarchistes du comité d'action directe
contre la guerre du Viet Nam ont été déférés devant le tribunal le 28 aout 1967.Une
manifestation de protestation d'éleva dans la salle d'audience et un grand drapeau noir
y fut déployé. L'assistance réclama la mise en jugement du gouvernement et des capita-
listes,complices des Etats Unis dans la guerre au Viet -nam . Après l'intervention des
policiers contre les manifestants ,l'audience fut suspendue et renvoyée au 7septembre
Vive réaction de la presse bourgeoise sur "l'outrage sans précédent fait par les anar-
chistes à l'autorité de l'état " Le 7septembre ,au tribunal ,nouvelle manifestation et
la police expulse 40 personnes assistant au procès .5camarades sont mis en détention
préventive pour 20 jours et 2 pour 15 jours ,l'audience est renvoyée au 21 septembre.
Ce jour là ,la salle était pleine de policiers ;ils étaient plus nombreux que les assis-
tants . Des cris de réprobation s'élevèrent ,un étudiant ,pris à partie ,avoula les
policiers par des poignées de poivre . L'audience fut suspendue et l'étudiant qui se
déclara solidaire des 10 camarades fut condamné pour rébellion. Au Japon existent
plusieurs mouvements contre la guerre . Mais le monde capitaliste s'enrichit directement
ou indirectement par la guerre du Viet-nam et en fait bénéficier les ouvriers ;c'est pour-
quoi les syndicats ouvriers japonais sont absents du mouvement contre la guerre."L'ac-
tivité des jeunes est animée par un motif pur et noble . Aussi sont ils considérés par
la plus grande partie du monde japonais comme des égarés . Ils défient le gouvernement
mais leur mouvement de lutte se base sur la non violence . On dit qu'ils violent les lois
du gouvernement ,mais nous ne pouvons rien sans violer les lois et la morale bourgeoise.
Je crois que l'activité de nos jeunes gens ne se base jamais sur la violence .Nous luttons
contre l'Etat qui coopère avec les Etats Unis dans la guerre au Viet nam . Nous sommes
solidaires de ces jeunes gens ,car ils luttent pour la paix du monde " (A. S Miura)

ITALIE

La Voce Operaia (juillet 67 - Via Bligny --IO-Torino)"ne dépend d'aucun parti ou syn-
dicat . Autour d'elle se regroupent des travailleurs de chez Fiat et d'autres entreprises
travailleurs conscients que seule une collaboration permanente d'un grand nombre d'ou-
vriers peut augmenter notre force contre le patronat .Faire connaître ce qui se passe
en usine ,discuter ,décider ensemble de la lutte et des formes qu'elle doit prendre pour
nous défendre aujourd'hui contre l'exploitation et pour l'éliminer dans le futur :telles
sont les tâches auxquelles le journal veut contribuer ." (plate forme du journal)

En tête du journal : La Voce Operaia est un journal fait par des ouvriers . Les ouvriers
qui ont des problèmes à communiquer et à discuter ou des propositions à faire à leurs
compagnons de travail peuvent venir ou,écrire à la rédaction .

Le journal apparait comme un bulletin interentreprise dont les membres semblent d'être
regroupés au départ chez Fiat (Turin) Journal composé essentiellement d'échos de boîte
informations accompagnées de critiques des syndicats traditionnels ,avec bien entendu une
critique du patronat et la dénonciation de toutes les mesures qu'il prend pour mieux
exploiter l'ouvrier .

(suite au verso de la page de tête)

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER.**